

Armées : une réforme de plus, sous protectorat

Article rédigé par *Jean-Germain Salvan**, le 03 juillet 2008

Comme l'Éducation nationale, les armées ont droit à une nouvelle réforme à chaque changement de gouvernement. Ma première surprise fut de découvrir que la mission d'élaborer un livre blanc sur la défense était confiée à un groupe de personnes, estimables certes, mais dont la stratégie et la défense n'avaient pas été la préoccupation première, et dont les délais de travail furent courts.

Rappelons que la définition de notre politique de défense par le Centre de prospective et d'évaluation (CPE) fut menée, de 1965 à 1972, par des personnels qualifiés et spécialisés. En 2008, n'a-t-on pas confondu vitesse et précipitation ?

D'où une autre question : à quoi servent donc l'état-major particulier du Président, le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), ou l'état-major des armées, qui rassemblent des spécialistes de haut niveau dans les domaines qui intéressent notre politique de défense et nos stratégies ? Même si l'industrie et le monde des affaires adoptent volontiers des termes guerriers, à commencer par la stratégie, les logiques militaires, culturelles, économiques et financières sont différentes.

Car la lettre de mission du président de la République exprimait la volonté d'engager une réflexion approfondie sur notre politique générale de défense... [devant] aboutir à l'établissement d'un livre blanc qui définira un concept de défense globale .

Il y avait donc d'emblée une ambiguïté : un concept de défense ne peut qu'être défini par les plus autres autorités politiques. Un livre blanc est destiné, dans tous les pays du monde, à présenter notre politique de défense aux opinions publiques nationale et internationale.

N'y aurait-il pas eu confusion entre une opération de communication et une réflexion stratégique ? De plus, les rédacteurs du livre blanc ne parlent plus de défense globale ni de politique générale de défense, mais de sécurité nationale. Remet-on en cause par ce biais l'ordonnance de janvier 1959 ? Car la première question à se poser lorsqu'on parle de défense ou de stratégie globale est celle-ci : Quelle est l'entité qui entend persévérer dans l'être : la nation, l'État, l'Europe, le monde occidental ?

Or si le livre blanc parle beaucoup de l'Europe, il oublie qu'il existe depuis décembre 2003 un document de référence, La stratégie européenne de sécurité , adoptée par le Conseil européen du 12-13 décembre 2003 à Bruxelles, qui ne semble que partiellement concorder avec ses idées et propositions...

Le risque de guerre en Europe aurait disparu selon les rédacteurs du livre blanc, version 2008. Sans doute ne lisent-ils pas la revue *Pobeda* ("Victoire") où les nostalgiques de l'URSS et les intégristes orthodoxes regrettent les empires russes et soviétiques, et les dirigeants comme Ivan le Terrible et Staline, tout en se donnant comme objectif de reconstituer cet empire russe ou soviétique. Lénine, Hitler étaient eux aussi considérés comme plaisantins en leur jeune temps...

Et surtout, ce livre blanc consacre beaucoup d'espace à la réduction des effectifs, ce qui ne devrait être que la conséquence des réflexions sur les risques et les enjeux. Or les propos du ministre de la Défense sont inquiétants. Le 26 juin, Hervé Morin déclare sur France 3, que l'objectif est de copier la Grande-Bretagne (60% de forces de combat, 40% de forces de soutien). Si cet objectif paraît séduisant, il convient de rappeler que le Royaume-Uni a choisi une étroite collaboration avec les États-Unis, qui lui fournissent, en Afghanistan comme en Irak, le soutien logistique et les appuis. Autrement dit, les Britanniques fournissent la chair à canon à leurs alliés américains. Est-ce vraiment notre choix ? Trouverons-nous facilement en Afrique les moyens suffisant pour le génie, des transports routiers fiables ? Devrons-nous demander à nos alliés des canons en cas d'accrochage important au Tchad ?

Il y a après de vingt ans, j'écrivais que les vrais choix stratégiques sont inscrits dans les budgets militaires, les

budgets effectués et non pas les budgets annoncés . Cela est toujours valable. Notre ministre se vantait il y a quelques jours de maintenir un budget représentant 2 % du PIBM : il oubliait de préciser qu'en adoptant les normes OTAN (c'est-à-dire sans la gendarmerie, dont 95 % des missions sont civiles, hors pensions, et en déduisant la TVA des dépenses militaires), la France se compare à l'Italie ou à l'Espagne, mais pas à la Grande-Bretagne.

Ce n'est pas d'hier : nous avons un budget militaire d'État sous protectorat, et non plus indépendant. Il ne sert donc à rien de gémir devant un retour dans les structures militaires de l'OTAN : il est la conséquence de nos choix budgétaires depuis une vingtaine d'années.

*Jean-Germain Salvan est général (2e section).

Pour en savoir plus [Le site officiel du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale](#)

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à l'auteur